

DES IDEES QUI AVANCENT

*

*

Vous recevrez cette lettre à quelques jours de la grande journée de luttes, d'actions, de grèves et de manifestations du 1er OCTOBRE. Tout doit être fait jusqu'au dernier moment pour donner à cette journée la dimension et le niveau dont nous avons besoin pour faire avancer nos idées et nos propositions.

Il est souhaitable que vos manifestations régionales, comme vos communiqués ou conférences de presse avant et après le 1er OCTOBRE, fassent connaître les propositions de la C.G.T., en matière de revendications salariales (le SMIC à 5 900 Frs), de créations d'emploi, de défense de la protection sociale et de la sécurité, de défense de libertés démocratiques.

Sachons bien mettre en valeur dans nos mots d'ordre, dans nos banderoles, les revendications mais aussi les récents succès emportés au plan départemental et régional en matière de salaire comme en matière de défense de libertés.

Une journée, une manifestation revendicative oui, mais une journée qui montre la détermination et la force de la C.G.T., s'appuyant sur un nombre plus grand de salariés.

Faire du 1er OCTOBRE, un point de départ, un tremplin .." les potentialités existent pour un mouvement de grès grande ampleur, il nous faut le faire émerger" dit l'Appel du BUREAU CONFEDERAL.

C'est vrai tout spécialement pour la prise en compte des idées et des analyses et des propositions de la C.G.T... Elles sont plus fortes, car de plus en plus nombreux sont ceux qui en font la dure expérience dans ce qu'ils vivent à travers la précarisation, la perte du pouvoir d'achat ;

<> - OUI, investir dans la production est nécessaire ;

./.

- <> - OUI, le SMIC à 5 900 Frs est bien le minimum pour vivre ;
- <> - OUI, c'est juste que les revenus du capital cotisent pour la SECU ;
- <> - OUI, il faut réduire immédiatement les dépenses militaires.

Autant d'idées fortes qui ne peuvent que trouver de plus en plus d'écho auprès des salariés.

Ne laissons à personne le soin de les faire vivre.

Etre à l'offensive sur l'idée que pour être fort, pour lutter efficacement, pour être libre il faut se syndiquer C.G.T.

La C.G.T. valeur sûre ;
le seul syndicat qui lutte, qui n'abandonne jamais.

Vous avez pensé pour le 1er OCTOBRE aux initiatives de renforcement dans les cars, dans la manifestation ...

L'adhésion c'est aussi, c'est même d'abord une bataille d'idées, souvent au corps à corps ... mais c'est aussi se donner les moyens de faire connaître la C.G.T. aux salariés qui la connaissent mal. C'est plus que jamais un travail, de propagande, de communication. Nous vous en reparlerons, avec des propositions.

Ci-joint quelques éléments pour vous aider dans la bataille pour la SECU et les problèmes SCOLAIRES ... qui ne s'arrêtent pas avec la rentrée.

Bon travail,

POUR LE SECTEUR PROPA

BERNARD LACOMBE

SECURITE SOCIALE

Poursuivre et amplifier la contre-offensive
Impliquer plus largement l'ensemble des assurés sociaux

Donner au 1^{er} octobre la puissance et le dynamisme nécessaire

Parce qu'au centre des préoccupations des salariés, et enjeu de société, la "Sécu" a été et reste un des axes de l'action de la C.G.T..

* DES DATES ET DES CHIFFRES

27 novembre 1986 : 165 000 manifestants
1 604 arrêts de travail

22 mars 1987 : Plus d'un million à Paris

Etats Généraux départementaux

- 250 à 300 000 pétitions
- 60 manifestations départementales
- plus de 150 débats à l'entreprise
- Plus d'un million de tracts, journaux

Une présence permanente, offensive de la C.G.T. sur les murs, routes et autres supports.

L'opération consensus de Chirac et Seguin a été un fiasco. L'action de la C.G.T. a payé.

* LA C.G.T.. GAGNE SUR LE TERRAIN DES IDEES

D'après un sondage SOFRES commandé par Seguin à l'occasion des Etats Généraux:

62 % des français sont pour les solutions de la C.G.T. (faire cotiser à 12 % les revenus du capital)

dont 64 % sont des salariés du privé,
74 % sont des salariés du Secteur Public.

Un mécontentement profond : 88 % des malades se plaignent auprès de leur médecin des mesures Seguin, en particulier sur les 100 %. (sondage Indice Médical-Quotidien du Médecin).

Le ras-le-bol des médecins : 80 % des médecins généralistes désapprouvent le plan Seguin, sur le dispositif relatif au limitation des remboursements à 100 % (Sondage Indice Médical-Quotidien du Médecin)

Tout nous incite donc à poursuivre et amplifier nos actions d'informations et de rassemblement.

* LA C.G.T. DU CONCRET

- Dans les départements, localités, quartiers, entreprises, services ... à partir de quelques cas concrets sensibles parce que dramatiques, dénoncer haut et fort le caractère inhumain des mesures Seguin, se battre pour régler le ou les problèmes, populariser nos actions et leurs résultats tout en faisant avancer largement les propositions fondamentales de la C.G.T. pour la "Sécu".

Agir au concret :

- . recueillir les témoignages et mettre en exergue quelques cas.
A cet effet, devant les Hopitaux, centres de sante, caisses d'assurance maladies, pharmacies, maisons de retraite ... la présence de la C.G.T. (visible, entendue....) sera la plus efficace. Style : action pour A. Clavaud, Sylvie Plessis, Joelle Sager.....
- . Conférence de presse, interpeler les élus locaux, les administrateurs, les professionnels de la Santé.... Chacun a sa responsabilité. Chacun doit l'assumer publiquement. Populariser nos actions et faire apparaître (tête de manifs, dans les carrefours....) les malades directement concernés.

Affiner notre argumentation et nos propositions pour préparer le 1er octobre. Plus concret, plus précis.

- s'attacher à moins généraliser notre expression et pour cela **cibler** les thèmes les plus sensibles.
- les remboursements à 100 % (le mécanisme Seguin, les conséquences, ce qu'en pense et propose la C.G.T.)
- Les longues maladies graves et coûteuses (les nouveaux critères, les conséquences, ce qu'en pense et propose la C.G.T.)
- Le plan Barzach sur la famille (ses conséquences, ce qu'en pense la C.G.T.)
- Le plan Epargne Retraite

Les différents argumentaires réalisés par le secteur Santé-Protection Sociale apportent les réponses sur chacun et bien d'autres des thèmes sensibles.

RENTREE SCOLAIRE

Ce que Monory en dit (Figaro du 29 août 1987) que "l'éducation soit réellement une priorité au budget 88, c'est chose faite. Ce budget augmentera de quelques 4,6 %, deux fois plus que toutes les autres enveloppes ministérielles."

Ce que la C.G.T. en pense :

- a) Monory ment sciemment. L'enveloppe ministérielle qui a le plus augmenté c'est le budget de l'armée !!
- b) L'essentiel de ce budget ira en priorité à l'école privée, puisque 800 contrats d'enseignants en plus viennent d'être débloqués, ainsi que 460 millions de frs de crédits et qu'une école de surdoués s'ouvre, à Nice, en septembre 87.

Alors que dans le même temps, 800 suppressions de postes de personnels et de services sont envisagées dans l'Education Nationale et que cela fera sur 2 ans, un total de 2 300 postes en moins.

De plus le gros des investissements et des équipements scolaires est désormais à la charge des départements et des régions.

Qui va encore payer ? Toujours les familles au travers des impôts locaux. Cela va encore amputer leur Pouvoir d'Achat, renforcé encore notre revendication d'une réelle gratuité et de mesures spécifiques d'aide qui prennent en compte la situation des familles ainsi que la nature des formations.

Ce que Monory dit (Figaro du 29 08 87) "cette maison (l'Education Nationale) ne peut évoluer que si elle accepte de vivre au rythme de l'économie, de travailler comme une entreprise dans la qualité et la responsabilité.

Ce que la C.G.T. en pense

Eh voilà, nous y sommes, la clef pour résoudre cette énigme c'est le libéralisme.

Comme l'ensemble du Service Public, l'Education Nationale est menacée : à une société à double vitesse ; il est impératif de corseter une école de même type sous les falacieux prétextes.

"D'éviter l'échec scolaire", entendons bien pas question de trouver les causes profondes et de les résoudre, mais cela correspond à l'idée que "notre système scolaire ne permet pas aux élèves qui suivent normalement de développer complètement leurs aptitudes et leurs goûts", donc comme solution.

"L'enseignement est trop rigide...., il faut donc mettre des passerelles dans les disciplines fondamentales.

C'est pour cela, sans doute, qu'une expérience a été tentée dans le Nord de la France, région choisie au hasard, sans aucun doute, où les élèves passent le bac en 3 ans au lieu de 2 ans.

N'est-ce pas là aussi répondre aux besoins immédiats du capital ?

La privatisation passe aussi par l'école, après les transports scolaires, un marché des plus juteux reste à s'octroyer, celui des cantines scolaires. 20 milliards de francs annuels, c'est à ne pas cracher dans la soupe !!